JUGEMENT N°035
du 14/02/2024

REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

ACTION EN PAIEMENT

AFFAIRE

SONIBANK

(SCPA METRYAC)

C/

DANTE MAMADOU OUSMANE

DECISION

Reçoit la SONIBANK en son action ;

Condamne Monsieur Dante Mamadou Ousmane à lui payer sa créance au principal d'un montant de 15.067.235 F CFA ;

Condamne également Monsieur Dante Mamadou Ousmane à payer des intérêts légaux calculés à compter de l'assignation du 30 octobre 2023 ;

Condamne en outre le susnommé aux dépens.

Le tribunal de commerce de Niamey, statuant en matière commerciale en son audience publique du quatorze février deux mille vingt-quatre, tenue au palais dudit tribunal par Monsieur **MAMAN MAMOUDOU KOLO BOUKAR**, Président, en présence de messieurs **OUMAROU GARBA** et **IBBA AHMED**, tous deux Juges consulaires avec voix délibératives, avec l'assistance de Maître **ABDOU SOULEY**, greffière, a rendu le jugement dont la teneur suit :

ENTRE

SOCIETE NIGERIEENNE DE BANQUE dite SONIBANK, société anonyme au capital de vingt (20) milliards de francs CFA, inscrite au registre de commerce sous n°RCCM NI-NIM-2003-B-582, ayant son siège social à Niamey, Avenue de la Mairie, B.P 891, représentée par son Directeur Général Monsieur ABOUBACAR HAMIDINE, assistée de la SCPA METRYAC, société d'Avocats sise 246, Rue LZ 211, Lazaret, B.P 13.039 Niamey, Courriel : metryac@yahoo.fr;

Demanderesse,
D'une part,

ET

DANTE MAMADOU OUSMANE, ancien cadre de la BCEAO, de nationalité nigérienne, domicilié à Niamey, quartier Plateau, Tél. : 96.97.03.70/ 90.22.59.98, B.P. : 487 Niamey ;

Défendeur,
D'autre part.

EXPOSE DU LITIGE

Par acte en date du 30 octobre 2023, la Société Nigérienne de Banque (SONIBANK) a fait assigner Monsieur Dante Mamadou Ousmane devant ce tribunal en paiement de sa créance d'un montant de 15.067.235 F CFA, en plus des intérêts légaux calculés à compter de la mise en demeure, et en sus des entiers dépens.

A l'appui de ses demandes, SONIBANK expose que le susnommé, titulaire du compte courant n°25110039131/28 ouvert dans ses livres, a bénéficié dans le cadre de cette relation des prêts suivants :

- Un crédit à court terme de 10.000.000 F CFA en date du 6 mai 2010 payable sur une période de 48 mois au taux de 13, 5 % l'an dont l'échéance est au 25 avril 2014 ;
- Un crédit à court terme de 13.000.000 F CFA en date du 28 mai 2010 payable sur une période de 60 mois au taux de 13, 5 % l'an dont l'échéance est au 25 mai 2015.

Elle indique que le compte de M. Dante ayant cessé tout mouvement, elle lui a fait servir une sommation d'assister à l'arrêté contradictoire et à la clôture de son compte courant qui accuse un solde débiteur de 15.067.235 francs CFA ; mais ce dernier n'a fait aucune offre ni élevé des contestations dans les délais qui lui étaient impartis.

Elle s'estime dès lors obligée de recourir à la justice pour obtenir condamnation de son débiteur susnommé à lui payer sa créance.

Elle invoque au soutien de ses demandes les dispositions des articles 1315 et 1153 du Code civil.

DISCUSSION

EN LA FORME

Sur le caractère de la décision

Monsieur Dante Mamadou Ousmane a été assigné à mairie, après que les recherches entreprises par l'huissier pour le retrouver se soient avérées vaines ; dans ces circonstances, et en application des dispositions de l'article 43, al.3, de la loi 2019-01 du 30 avril 2015 sur les tribunaux de commerce, il sera statué à son égard par jugement de défaut.

Sur la recevabilité de l'action

L'action de la SONIBANK est introduite conformément aux prescriptions légales ; elle sera déclarée recevable.

AU FOND

Sur la demande en paiement de la créance principale

Aux termes de l'article 1315 du Code civil, « *celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver.*

Réciproquement, celui qui se prétend libérer doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation » ;

Il ressort des pièces du dossier de la procédure que M. Dante Mamadou Ousmane a bénéficié de la part de SONIBANK de deux prêts respectivement le 6 mai 2010 à raison de 10.000.000 F CFA et 28 mai 2010 à raison 13.000.000 F CFA, au taux de 13, 5 l'an, qu'il s'est engagé à solder pour le premier le 25 avril 2014, et pour le second, le 25 mai 2015 ;

L'historique de son compte démontre cependant qu'à la date du 4 août 2022, il présentait un solde débiteur de 15.067.235 francs CFA ; et la sommation que lui a adressé SONIBANK pour parvenir à une clôture contradictoire de son compte n'a pas abouti puisque les recherches pour le retrouver ont été infructueuses ;

Il s'ensuit qu'au regard de ce qui précède la demande de la SONIBANK en paiement de la somme de 15.067.235 F CFA est justifiée ; il échet de condamner Monsieur Dante Mamadou Ousmane à son paiement.

Sur la demande des dommages et intérêts moratoires

Aux termes de l'article 1153 du Code civil, « *dans les obligations qui se bornent au paiement d'une certaine somme, les dommages et intérêts résultant du retard dans l'exécution ne consistent jamais que dans la condamnation aux intérêts fixés par la loi ; sauf les règles particulières au commerce et au cautionnement.*

Ces dommages et intérêts sont dus sans que le créancier soit tenu de ne justifier aucune perte.

Ils ne sont dus que du jour de la demande, excepté dans les cas où la loi les fait courir de plein droit » ;

Il convient de relever que la mise en demeure à laquelle il a été allusion pour constituer le point de départ de la condamnation aux intérêts légaux n'est pas produite au dossier ; dès lors, et en application de l'article susvisé, il y a lieu de condamner Monsieur Dante Mamadou Ousmane au paiement des intérêts légaux à compter de l'assignation en date du 30 octobre 2023.

SUR LES DEPENS

En vertu de l'article 392 du Code de procédure civile, la partie qui succombe à l'instance est condamnée aux dépens ; il échet de condamner Monsieur Dante Mamadou Ousmane aux dépens.

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par défaut à l'égard du défendeur, en matière commerciale, en premier et dernier ressort :

- **Reçoit la SONIBANK en son action ;**
- **Condamne Monsieur Dante Mamadou Ousmane à lui payer sa créance au principal d'un montant de 15.067.235 F CFA ;**
- **Condamne également Monsieur Dante Mamadou Ousmane à payer des intérêts légaux calculés à compter de l'assignation du 30 octobre 2023 ;**
- **Condamne en outre le susnommé aux dépens.**

Avis du droit d'opposition et/ou de pourvoi : huit (08) jours à compter de la signification au greffe du tribunal de commerce de céans et un (01) mois devant la cour de cassation à compter du jour de la signification de la décision par requête écrite et signée au greffe du tribunal de commerce de céans.

Ainsi fait, jugé et prononcé en audience publique le jour, mois et an que dessus. En foi de quoi la présente décision a été signée, après lecture, par :

Le Président

La greffière

SUIVENT LES SIGNATURES :

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

NIAMEY LE 12 Mars 2024

LE GREFFIER EN CHEF